ARRÊTÉ

DE MISE A DISPOSITION

DE M ....................................................

GRADE ............................................

**Le Maire (ou le Président) de …………………………….,**

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 relative aux droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

**VU** la convention de mise à disposition passée entre ……………………… *(collectivité d’origine)* et ……………………………… *(organisme d’accueil)*, annexée au présent arrêté,

**Considérant que** l’organe délibérant de ……….. *(collectivité d’origine)* a été préalablement informé de la mise à disposition de M………..,

**Considérant que** M*………………….* a pris connaissance de la convention et a donné son accord pour sa mise à disposition par courrier en date du …………..,

# ARRÊTE

**ARTICLE 1**

A compter du …………., M*………………..* est mis(e) à dispositiontotale (ou partielle à raison de … heures hebdomadaires) auprès de*………………* *(organisme d’accueil)* pour une durée de *……………… (durée maximale de trois ans, renouvelable par périodes n’excédant pas trois ans),*

**ARTICLE 2**

M……………. percevra la rémunération correspondant à son grade, versée par …………………… *(collectivité d’origine)*,

**ARTICLE 3**

A l’issue de la mise à disposition, l’intéressé(e) sera réaffecté(e) dans les fonctions qu’il (ou elle) exerçait ou dans un emploi que son grade lui donne vocation à occuper.

**ARTICLE 4**

Le Directeur Général des services est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l’intéressé(e),

- Transmis, accompagné de la convention, au Représentant de l’Etat *(uniquement pour les mises à disposition auprès d’une organisation internationale intergouvernementale, d’un Etat étranger ou d’organismes contribuant à la mise en oeuvre d'une politique de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics administratifs).*

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de Gestion,

- Comptable de la collectivité.

Fait à …… le …….,

Le Maire (ou le Président),

*(prénom, nom lisibles et signature)*

*ou*

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité lisibles et signature)*

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification, par courrier adressé au Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :